Enlèvement d’Abdoul Sacko : **Les FVG appellent à la mobilisation pour « sa libération »**

*Ce mercredi 19 février, les Forces vives de Guinée (FVG) ont condamné l’enlèvement d’Abdoul Sacko, coordinateur du Forum des forces vices de Guinée (FFVG). Elles appellent à la mobilisation des citoyens pour « exiger sa libération sans condition ».*

L’activiste de la société civile a été kidnappé à l’aube du mercredi 19 février à son domicile à Kiroty, commune de Lambanyi. Ses ravisseurs étaient engoulés et armés. Ils auraient défoncé la porte du domicile de l’activiste avant de  «brutalement » mettre main sur lui, au grand dam de sa famille. Après son enlèvement, les déclarations pour exiger sa libération fusent de partout. Après l’Alliance nationale pour l’alternance et la démocratie (ANAD) et le Forum des forces sociales de Guinée (FFSG), les FVG (plateforme regroupant des acteurs politiques et de la société civile) expriment leur « profonde indignation ». Pour les Forces vives « l’attaque menée contre son domicile et les violences physiques exercées sur lui devant sa famille sont une illustration éloquente de la persistance de la folie liberticide qui s’est emparée de la junte ». Elles condamnent « avec la plus grande fermeté la violence et la terreur qui ont marqué cet enlèvement en plein nuit d’Abdoul Sacko ». Pour les FVG, rester silencieux face à de telles pratiques, c’est cautionner la dérive dictatoriale en cours. Elles appellent les citoyens, organisations de défense des droits humains et des partenaires internationaux « à se mobiliser pour exiger la libération immédiate et sans condition d’Abdoul Sacko, Foniké Menguè, Billo Bah et Marouane Camara, et pour mettre fin à ces atteintes graves aux droits et libertés des Guinéens ».

Ce rapt d’Abodul Sacko rallonge la liste des citoyens enlevés par des hommes encagoulés. Ce sont Oumar Sylla alias Foniké Mengè et Mamadou Billo Bah, respectivement coordinateur national et responsable des antennes du Front national pour la défense de la constitution (FNDC). Saadou Nimaga, ancien secrétaire général du ministère des Mines et Habib Marouane Camara, journaliste, restent tous introuvables.

***Souleymane Bah***